

**POTTERING, LE NOUVEAU PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPEEN (PE),
SOUTIENT LA LEGALITE INTERNATIONALE DANS LE DOSSIER SAHRAOUI**

Une délégation europarlamentaire de haut rang attendue à Alger

Le nouveau président du Parlement européen déclare, à partir de Bruxelles, que "le conflit du Sahara occidental doit être réglé dans le cadre des résolutions et du plan de règlement des Nations unies".

Une délégation d'eurodéputés de haut rang, conduite par la vice-présidente du PSE (Parti socialiste européen), Pasqualina Napolitano, se rendra à Alger du 18 au 20 février prochain.

Dans une interview accordée à l'APS à partir de Bruxelles, le nouveau président du Parlement européen (PE) l'Allemand Hans-Gert Pottering estime qu'il faut "renforcer le développement" de l'Algérie, la soutenir dans "sa lutte contre le terrorisme" et "l'accompagner pour améliorer la situation des droits de l'homme". M. Pottering déclare ensuite que le "dialogue" avec l'Algérie est "extrêmement important". Cependant, le "développement" du pays tient à "ses propres ressources qui sont importantes".

Les efforts de développement et les relations avec l'Union européenne doivent être "complétés par une coopération accrue entre les pays du Maghreb".

"L'UE, tiendra-t-il à ajouter, peut contribuer à la modernisation du pays" (l'Algérie, ndr). Dans un autre registre et concernant le conflit du Sahara occidental, le tout nouveau président du PE (il a été élu le 16 janvier dernier), celui-ci, a-t-il indiqué, "doit être réglé dans le cadre des résolutions et du plan de règlement des Nations unies". Même si pour lui "l'amélioration des relations algéro-maroc-



caines est de nature à faciliter la recherche d'une solution dans ce cadre". Ces significatives prises de position de M. Pottering et la visite que compte effectuer une délégation parlementaire européenne du groupe PSE (Parti socialiste espagnol) du 18 au 20 février en Algérie indiquent, clairement, le cap décidé par cette prestigieuse institution de l'UE envers notre pays.

Rappelons que le groupe qui se rendra à Alger est dirigé par la vice-présidente du PE, Mme Pasqualina Napolitano sera accompagnée par Hannes Swoboda (Autriche), Carlos Carnero (Espagne), coordinateur PSE dans l'Assemblée euro-

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Méditerranée et Bruno Marasa, chef d'unité pour la Méditerranée et le Proche-Orient. Ces eurodéputés de haut rang auront des entretiens avec la plupart des institutions algériennes (Parlement, gouvernement, représentants du monde associatif et des leaders d'économie).

Ce regain d'intérêt pour l'Algérie annonce-t-il une nouvelle approche européenne digne d'intérêt ou sera-t-il, vite, plombé par les toiles d'araignée que de puissants lobbies, ici et là-bas, ne manqueront pas de tisser pour que les relations euro-algériennes ne dépassent pas le stade des affaires entre "réseaux" et des magouilles entre "initiés" des deux rives de la Méditerranée. Deux textes majeurs enseigneront sur la bonne foi européenne.

Le premier : Bruxelles compte-t-elle réanimer le généreux et prometteur processus de Barcelone ?

Le second : l'Union européenne pourra-t-elle et voudra-t-elle échapper aux manœuvres dilatoires franco-espagnoles qui ont toujours empêché une solution juste et durable du conflit sahraoui ?

La sortie du président du Parlement européen sur cette question ainsi que la composante humaine des eurodéputés qui se rendront à Alger les 18 et 20 février prochains sont des indices, il faut le reconnaître, positifs.

A. M.

TERRORISME

Al-Qaïda planifie des attaques en France durant les élections

Le réseau terroriste Al-Qaïda se préparerait à commettre des attentats en France à l'occasion de l'élection présidentielle, a rapporté hier le quotidien arabe londonien *Al-Hayat*, citant un rapport des services de renseignement français. Ce rapport fait état de "plusieurs indices sur l'existence d'un plan pour la répétition en France du scénario espagnol", en référence aux explosions à Madrid (mars 2004), rapporte *Al-Hayat*. Le journal cite notamment "des messages sur des sites Internet proches d'Al-Qaïda, comportant des menaces contre la France accompagnées de photos de la campagne pour l'élection présidentielle" du printemps 2007. Le rapport de huit pages a été élaboré sur une période de trois mois par les différents services de renseignement français, qui ont identifié "quatre sources de menaces". L'une d'elles vient des "réseaux irakiens", constitués de volontaires d'origine européenne qui s'étaient rendus en Irak pour combattre dans les rangs des combattants de la branche irakienne d'Al-Qaïda. "Les Maghrébins liés au GSPC" (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) sont une autre source de menace, selon ce rapport. *Al-Hayat* fait état d'une lettre attribuée à Oussama ben Laden, adressée à un dirigeant du GSPC, "Abou Al-Qassem" (nom de guerre), dans laquelle il recommande de viser la France en cherchant "les objectifs qui causeront le plus de douleur". "Ce pays infidèle a longtemps colonisé les pays musulmans. Aujourd'hui, il soutient de toutes ses forces la clique de mécréants qui gouverne en Algérie d'une main de fer", peut-on lire dans cette lettre, reproduite par le journal. Votre "droit légitime consiste à le combattre y compris sur son propre territoire, surtout qu'il traque les moudjahidines sur son territoire et dans les pays voisins (...) et qu'il est un allié sûr des Américains et des juifs", selon le texte.

IRAK

Un institut d'études américain respecté appelle au retrait

Un institut d'études américain respecté a exhorté l'armée américaine à se retirer d'Irak avant la fin 2008, quel que soit le résultat du renforcement des troupes sur le terrain, dans un rapport rendu public hier. Dans ce rapport, le Conseil pour les relations étrangères, un institut indépendant basé à Washington, estime qu'une victoire militaire est impossible en Irak, où la politique américaine après l'invasion de mars 2003, marquée par l'"amateurisme", a entraîné le déclenchement d'une guerre civile.

"Il est temps d'admettre que les Etats-Unis doivent entièrement revoir leur engagement en Irak", écrit Steven Simon, l'auteur du rapport intitulé "Après le renforcement (des troupes, ndr), arguments pour un désengagement". Washington doit "clairement faire comprendre au gouvernement irakien qu'une fois que les résultats des nouveaux déploiements seront visibles, les deux parties devront entamer des négociations en vue d'un retrait militaire des Etats-Unis", poursuit-il.

"Certaines catastrophes ne peuvent être réparées", ajoute-t-il, en demandant un retrait des troupes "dans 12 à 18 mois après l'envoi des troupes supplémentaires en Irak", soit à la fin de l'année 2008. "Les Etats-Unis ont déjà réalisé tout ce qu'il était possible de faire en Irak (...). Rester davantage ne peut que leur coûter en termes de position stratégique", estime l'auteur du rapport. "L'invasion américaine a plongé le pays dans une guerre civile qui a entraîné la mort de dizaines de milliers de civils irakiens, détruit les infrastructures déjà affaiblies du pays et entraîné de violentes rivalités inter-confessionnelles", juge-t-il. "Les Etats-Unis manquent des moyens militaires et de soutien, au plan national comme international, pour contrôler la situation", a-t-il encore prévenu. La nouvelle stratégie américaine prévoit un renforcement progressif des troupes, avec l'arrivée de 21.500 hommes supplémentaires sur le terrain, ce qui portera, en mai, à plus de 150.000 le nombre de soldats américains en Irak.

"En détournant les ressources et l'attention de l'Afghanistan, la poursuite de l'engagement militaire en Irak peut conduire à des pertes américaines" dans cette région, avertit le rapport. "C'est une question de temps", affirme l'auteur, soulignant qu'"il valait mieux décider de façon réfléchie et cohérente un retrait plutôt que de le faire sous la pression d'une opinion américaine hostile à la guerre".

Un soldat britannique a été tué et trois autres blessés dans un attentat

Un soldat britannique a été tué en Irak par l'explosion d'une bombe sur une route proche de Bassorah (sud) et trois autres ont été blessés, a annoncé hier le ministère britannique de la Défense. Un peu plus tôt dans la journée, un porte-parole de l'armée britannique à Bassorah avait indiqué qu'au moins quatre soldats britanniques avaient été blessés hier, dont deux grièvement, par l'explosion d'un engin artisanal au passage de leur convoi sur une route proche de Bassorah (550 km au sud de Bagdad). Ce décès porte à 132 le nombre des soldats britanniques morts en Irak depuis l'invasion de mars 2003. Quelque 7.100 soldats britanniques sont déployés en Irak, dans le sud du pays.

JERUSALEM

35 blessés dans des heurts sur l'Esplanade des Mosquées

De violents heurts ont éclaté hier sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem, où la police israélienne a dispersé manu militari des fidèles palestiniens protestant contre des travaux israéliens controversés près du lieu saint. Trente-cinq personnes ont été blessées, 20 Palestiniens et 15 policiers israéliens, la plupart légèrement, selon des sources palestiniennes et israéliennes. Des centaines de policiers portant des casques et munis de boucliers de protection ont fait irruption sur l'esplanade immédiatement après la grande prière du vendredi. Ils ont tiré des grenades assourdissantes et lacrymogènes pour disperser les manifestants qui ont lancé des pierres.

De nombreux fidèles, fuyant les tirs et l'odeur du gaz, se sont réfugiés dans une bousculade à l'intérieur d'Al-Aqsa, la principale mosquée sur l'esplanade. Les femmes se sont abritées dans le Dôme du Rocher au milieu de cris de panique. Les fidèles ont ensuite pu quitter les lieux sans être inquiétés par la police à la suite d'un arrangement conclu entre celle-ci et des représentants du Waqf, l'office des biens religieux musulmans. "Les Israéliens ont accepté de reculer et les fidèles bloqués se sont dispersés", a déclaré à l'AFP le mufti de Jérusalem, cheikh Mohammad Hussein, qui a condamné "cette agres-



sion flagrante contre Al-Aqsa et les fidèles". Dix-sept musulmans accusés d'avoir pris part aux troubles ont été arrêtés, selon le porte-parole de la police, Micky Rosenfeld, affirmant que la "police contrôle complètement la situation". Le mur des Lamentations, principal lieu saint du judaïsme, situé en contrebas de l'esplanade, a été évacué des fidèles juifs de crainte qu'ils n'essuient des jets de pierres des Palestiniens depuis les mosquées. Le président palestinien Mahmoud Abbas a vivement dénoncé depuis l'Arabie saoudite "la répression israélienne". "Aujourd'hui, c'est un jour de colère en Palestine en raison des mesures de l'occupant à Jérusalem et de la répression de la part des autorités d'occupation". Des heurts se sont

également produits aux entrées de la vieille ville entre les forces de l'ordre israéliennes et des Palestiniens qui avaient été empêchés de se rendre sur l'esplanade, le troisième lieu saint de l'islam, selon des témoins. Les travaux lancés mardi à l'une des entrées de l'esplanade, celle dite des Maghrébins, ont suscité une levée de boucliers chez les Palestiniens et dans le monde arabo-musulman et des dignitaires musulmans ont proclamé une "journée de colère" hier pour protester contre le chantier. Dans son prêche, le mufti de Jérusalem a stigmatisé les travaux israéliens. Il a dénoncé "la politique de judaïsation de Jérusalem" et appelé les musulmans dans le monde à "protéger" l'esplanade. Seuls les musulmans âgés de plus

de 45 ans et détenteurs de cartes d'identité délivrées par Israël ainsi que les femmes avaient été autorisés à se rendre prier sur le site. Dans la matinée, le chef des tribunaux religieux palestiniens, Tayssir Al-Tamimi, a appelé les Palestiniens "à se rendre à Al-Aqsa pour la protéger". Des manifestations contre les travaux israéliens ont également eu lieu à Hébron en Cisjordanie, ainsi que près du barrage militaire de Qalandia, entre Jérusalem et Ramallah. Israël a entamé des fouilles archéologiques avant la pose de poutres de soutènement pour une rampe menant à la porte des Maghrébins. Il assure que les travaux visent exclusivement à installer une nouvelle rampe, l'actuelle structure en bois ayant été endommagée par une tempête de neige en 2004. Mais selon le Waqf, les travaux menacent les fondations de l'esplanade, un lieu saint au potentiel explosif. En 1996, le percement par la municipalité israélienne de Jérusalem d'un tunnel à proximité de l'esplanade avait déclenché des émeutes qui ont fait plus de 80 morts palestiniens et israéliens. Le 28 septembre 2000, la visite sur l'esplanade de l'ancien Premier ministre Ariel Sharon, alors chef de l'opposition de droite, avait été perçue comme une provocation par les Palestiniens. La deuxième Intifada éclate.